

Service Environnement

**ARRETE N° 38-2023-08-04-00001
relatif à la mise en situation de restrictions sécheresse
pour les zones d'alerte du territoire isérois
hors Est-Lyonnais, Bièvre-Liers-Valloire
et Galaure-Drôme des Collines**

**Le Préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le Code de l'Environnement, notamment le titre 1^{er} du livre II et le titre 3 du livre IV ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et les Départements ;
- VU le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU l'instruction ministérielle du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique et son guide de mise en œuvre opérationnelle ;
- VU l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée du 21 mars 2022 paru au Journal Officiel du 3 avril 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Département de l'Isère ;
- Considérant que les niveaux des eaux souterraines des Zones d'alerte spécifiques de Bourbre et Isle Crémieu ont atteint les seuils d'alerte renforcée ;
- Considérant que les niveaux des eaux souterraines des Zones d'alerte spécifiques de Sanne/Varèze/4 Vallées, Chambaran, demeurent sous les seuils d'alerte renforcée ;
- Considérant que les niveaux des cours d'eau se dégradent et que les eaux superficielles en lien avec les zones d'alerte spécifiques souterraines ont atteint les seuils d'alerte renforcée dans les bassins Sanne/Varèze/4 Vallées et Chambaran ;

Considérant les échanges lors du comité départemental de l'eau du 5 juillet 2023 ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n°38-2023-07-13-00003 du 13 juillet 2023 relatif à la mise en situation de restrictions sécheresse du territoire isérois hors Est-Lyonnais, Bièvre-Liers-Valloire et Galaure-Drôme des Collines est abrogé.

La situation de sécheresse est la suivante :

ZONES D'ALERTE GÉNÉRALES	SITUATION DE GESTION
Bourbre	Alerte
Trièves-Matheysine	Alerte
Belledonne	Vigilance
Chartreuse-Guiers	Vigilance
Isle Crémieu	Alerte
Paladru - Fure	Alerte
Sanne-Varèze-4 Vallées	Alerte renforcée
Oisans-Bonne	Vigilance
Chambaran	Alerte renforcée
Vercors	Vigilance
Agglomération Grenobloise	Vigilance

ZONES D'ALERTE SPÉCIFIQUES SOUTERRAINES	SITUATION DE GESTION
Nappes de Chambaran	Alerte Renforcée
Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout)	Alerte Renforcée
Terrasses rive gauche de l'Isère	Alerte
Bourbre (spé sout)	Alerte renforcée
Isle Crémieu (spé sout)	Alerte renforcée

GRANDS COURS D'EAU	SITUATION DE GESTION
Rivière Isère	Vigilance
Rivière Drac	Vigilance
Rivière Romanche	Vigilance
Fleuve Rhône	Situation Normale

La liste des communes concernées par zone d'alerte est celle définie en annexe 3 de l'arrêté cadre du 10 juillet 2023 disponible sur le site internet des services de l'Etat en Isère à l'adresse <https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Politique-et-enjeux-de-l-Eau/Secheresse-et-gestion-quantitative/Secheresse/Arretes-cadrant-la-gestion-de-la-secheresse>

ARTICLE 2 : MESURES DE RESTRICTIONS

Il est rappelé que quel que soit le secteur et la situation de gestion, les prélèvements en eaux superficielles sont interdits lorsque le débit du cours d'eau est inférieur au dixième de son débit moyen interannuel.

Il est rappelé que les usages « économiques » disposent de restrictions spécifiques. Ces dispositions s'appliquent de la manière suivante :

→ Pour les prélèvements et usages « économiques » (agriculteurs, industriels, commerçants et artisans, neige de culture et gestionnaires AEP pour la gestion sanitaire des installations) :

Les restrictions dépendent du niveau de restriction de la zone d'alerte générale, zone d'alerte spécifique souterraine ou zone d'alerte spécifique grands cours d'eau **où se situe le prélèvement** (qui peut-être situé sur un autre périmètre que la zone d'alerte de l'endroit où elle est utilisée). Si plusieurs zones d'alerte se superposent au droit du point de prélèvement, la zone d'alerte à considérer est celle où est effectivement réalisé le prélèvement.

→ Pour tous les autres prélèvements et usages (prélèvements et usages domestiques ou des collectivités non prioritaires de l'eau qu'ils soient sur le réseau eau potable ou dans les ressources superficielles, souterraines ou grands cours d'eau ou dans les puits privés) :

Si l'**usage** a lieu sur une commune concernée par plusieurs zones d'alerte dont le niveau de restriction est différent (superficielle, souterraine, grand cours d'eau), alors les restrictions applicables sont les restrictions les plus contraignantes et restrictives.

↳ Il est rappelé que le prélèvement et l'utilisation de l'eau sont limités ou interdits conformément aux dispositions définies sur les tableaux de l'annexe 1 de l'arrêté cadre n°38-2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023, repris en annexe et résumées ci-dessous.

↳ **En vigilance**, aucune mesure de restriction n'est imposée. Les usagers sont toutefois invités à l'économie afin de retarder au maximum les mesures de restriction.

↳ **En alerte**, des mesures de restrictions sont imposées :

Pour tous :

- ✓ Interdiction du lavage des voitures à titre privé à domicile ;
- ✓ Interdiction de nettoyer façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel ;
- ✓ Interdiction de vidange et remplissage des piscines et autres structures de volume > 1m³ à usage familial, seule la 1^{re} mise en eau est autorisée de 23h à 7h si le chantier avait débuté avant les premières restrictions ;
- ✓ Interdiction entre de remise à niveau des piscines et autres structures de volume > 1m³ de 7h à 23h ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des végétaux publics ou privés de 11H00 à 18H00 (pelouses, ronds-points, massifs floraux et ornementaux, plantes en pot/jardinière, arbres d'ornement et haies, toitures végétalisées, cimetières...);
- ✓ Interdiction d'arrosage des jardins et parcs ouverts au public appartenant aux collectivités territoriales, des stades et terrains de sport de 11H00 à 18H00 ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des jardins potagers de 11H00 à 18H00 ;
- ✓ Interdiction de remplir ou maintenir le niveau des plans d'eau de loisir à usage personnel ;
- ✓ Le débit naturel entrant doit être intégralement restitué à l'aval pour l'alimentation d'étangs ou de réserves installés sur des cours d'eau ;
- ✓ Interdiction de 11h à 18h de tout prélèvement d'eau ou usage domestique de l'eau dans le milieu souterrain ou dans un canal ;
- ✓ Interdiction de tout prélèvement d'eau dans le milieu superficiel, les dispositifs de prélèvement (ex. crépines) doivent être retirés des cours d'eau ;
- ✓ Interdiction de manœuvrer des ouvrages hydrauliques entraînant des lâchers d'eau ;
- ✓ Les travaux dans le lit du cours d'eau destinés à accroître ou maintenir le prélèvement.

Pour l'usage économique :

- ✓ Réduction de moitié du débit dérivé alimentant les plans d'eau et des étangs, dont ceux ayant un usage collectif de baignade, par rapport au débit dérivé autorisé ;
- ✓ Interdiction de laver les voiries (hors impératifs sanitaires ou sécuritaire) ;
- ✓ Interdiction de faire fonctionner les fontaines publiques en circuit ouvert sur l'eau potable dans la mesure où cela est techniquement possible, les prélèvements domestiques non-sanitaires sont interdits dans les fontaines/lavoirs.
- ✓ Interdiction d'arrosage des golfs de 8h à 20h et réduction des volumes prélevés de 25 % (hors green et départs) ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des manèges et carrières équestres sauf impératif sanitaire pour les chevaux et limité à un seul parc ombragé avec arrosage limité au strict nécessaire ;

- ✓ Interdiction d'arrosage des circuits d'activités motorisées.

Pour l'agriculture :

- ✓ Baisse de 25 % des prélèvements agricoles non domestiques autorisés pour l'irrigation hors :
 - ↳ cultures spécialisées (Maraîchage -dont légumes de plein champ, pépinières, horticulture, plantes en pot, cultures hors-sol, gazon en plaques et petits fruits)
 - ↳ utilisation d'un outil de pilotage de l'irrigation et équipé d'un système d'irrigation localisée, économe, et déclarés à l'administration ;
 - ↳ prélèvements agricoles domestiques déclarés à l'administration ;
- ✓ Pour l'irrigation des cultures intermédiaires, un seul tour d'eau autorisé pour la levée des cultures ;
- ✓ Pour les autres prélèvements agricoles (hors irrigation ou assimilés domestiques déclarés à l'OUGC) interdiction de prélever de 11h à 18h.

Pour l'industrie, le commerce et l'artisanat :

- ✓ Baisse de 25 % des prélèvements industriels, commerciaux ou artisanaux non domestiques autorisés pour leur usage économique hors :
 - ↳ Autorisations disposant de mesures spécifiques sécheresse ;
 - ↳ Installations ayant déjà diminué au maximum leur prélèvement économique (sous couvert d'un PSH pour les ICPE ou d'un plan d'économie d'eau pour les autres) ;
 - ↳ Installations prélevant moins de 7000 m³ sur le réseau d'eau potable (sous réserve de tenir à disposition les justifications nécessaires) ;

Pour les gestionnaires de réseau d'eau potable :

- ✓ Renforcement du suivi des niveaux des captages et des forages d'eau potable, transmission des données à l'administration ;

Pour l'usage neige de culture :

- ✓ Réduction de 25 % du prélèvement pour le remplissage des retenus collinaires si présence de compteurs, sinon interdiction de remplissage entre 6h et 22h ;
- ✓ Interdiction de faire fonctionner des enneigeurs prélevant en direct dans le milieu naturel ou sur réseau AEP ou via un réseau interconnecté avec un réseau AEP.

↳ **En alerte renforcée**, des mesures de restrictions plus importantes sont imposées :

Pour tous :

- ✓ Interdiction du lavage des voitures à titre privé à domicile ;
- ✓ Interdiction de nettoyer façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel ;
- ✓ Interdiction de vidange et remplissage des piscines et autres structures de volume > 1m³ à usage familial, seule la 1^{re} mise en eau est autorisée de 23h à 7h si le chantier avait débuté avant les premières restrictions ;
- ✓ Interdiction entre de remise à niveau des piscines et autres structures de volume > 1m³ de 7h à 23h ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des végétaux publics ou privés (pelouses, ronds-points, massifs floraux et ornementaux, plantes en pot/jardinière, arbres d'ornement et haies, toitures végétalisées, cimetières...) ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des jardins et parcs ouverts au public appartenant aux collectivités territoriales de 7H00 à 23H00 ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des stades et terrains de sport de 11H00 à 18H00 ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des jardins potagers de 9H00 à 20H00 ;
- ✓ Interdiction de remplir ou maintenir le niveau des plans d'eau de loisir à usage personnel ;
- ✓ Interdiction d'alimentation par dérivation des étangs, plans d'eau ou réserves installés sur des cours d'eau dont ceux ayant un usage collectif de baignade ;
- ✓ Interdiction de 9h à 20h de tout prélèvement d'eau ou usage domestique de l'eau dans le milieu souterrain ou dans un canal ;
- ✓ Interdiction de tout prélèvement d'eau dans le milieu superficiel, les dispositifs de prélèvement (ex. crépines) doivent être retirés des cours d'eau ;
- ✓ Interdiction de manœuvrer des ouvrages hydrauliques entraînant des lâchers d'eau ;
- ✓ Interdiction des travaux dans le lit du cours d'eau destinés à accroître ou maintenir le prélèvement.

Pour l'usage économique :

- ✓ Interdiction d'alimenter les plans d'eau et les étangs par dérivation, y compris pour ceux ayant un usage collectif de baignade ;
- ✓ Interdiction de laver les voiries (hors impératifs sanitaires ou sécuritaire) ;
- ✓ Interdiction de faire fonctionner les fontaines publiques en circuit ouvert sur l'eau potable dans la mesure où cela est techniquement possible, les prélèvements domestiques non-sanitaires sont interdits dans les fontaines/lavoirs.
- ✓ Interdiction d'arrosage des golfs (hors green et départs, autorisés de 20h à 8h avec une réduction des volumes prélevés de 60%) ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des manèges et carrières équestres sauf impératif sanitaire pour les chevaux et limité à un seul parc ombragé avec arrosage limité au strict nécessaire ;
- ✓ Interdiction d'arrosage des circuits d'activités motorisées.

Pour l'agriculture :

- ✓ Baisse de 50 % des prélèvements agricoles non domestiques autorisés pour l'irrigation hors :
 - ↳ cultures spécialisées (Maraîchage -dont légumes de plein champ, pépinières, horticulture, plantes en pot, cultures hors-sol, gazon en plaques et petits fruits)
 - ↳ utilisation d'un outil de pilotage de l'irrigation et équipé d'un système d'irrigation localisée, économe, et déclarés à l'administration, réduction de 25 % ;
 - ↳ prélèvements agricoles domestiques déclarés à l'administration ;
- ✓ Pour l'irrigation des cultures intermédiaires, un seul tour d'eau autorisé pour la levée des cultures ;
- ✓ Pour les autres prélèvements agricoles (hors irrigation ou assimilés domestiques déclarés à l'OUGC) interdiction de prélever de 9h à 20h.

Pour l'industrie, le commerce et l'artisanat :

- ✓ Baisse de 25 % des prélèvements industriels, commerciaux ou artisanaux non domestiques autorisés pour leur usage économique hors :
 - ↳ Autorisations disposant de mesures spécifiques sécheresse ;
 - ↳ Installations ayant déjà diminué au maximum leur prélèvement économique (sous couvert d'un PSH pour les ICPE ou d'un plan d'économie d'eau pour les autres) ;
 - ↳ Installations prélevant moins de 7000 m³ sur le réseau d'eau potable (sous réserve de tenir à disposition les justifications nécessaires) ;

Pour les gestionnaires de réseau d'eau potable :

- ✓ Renforcement du suivi des niveaux des captages et des forages d'eau potable, transmission des données à l'administration ;
- ✓ Pour le nettoyage des réservoirs, fournir une analyse de risques à l'administration pour justifier du maintien ou du report de l'opération ;

Pour l'usage neige de culture :

- ✓ Réduction de 50 % du prélèvement pour le remplissage des retenus collinaires si présence de compteurs, sinon interdiction de remplissage ;
- ✓ Interdiction de faire fonctionner des enneigeurs prélevant en direct dans le milieu naturel ou sur réseau AEP ou via un réseau interconnecté avec un réseau AEP , de 4h à minuit si l'installation est équipée de compteur ;

ARTICLE 3 : MESURES DE COMMUNICATION

Dès la vigilance des mesures de sensibilisation et d'information du public doivent être entreprises afin d'inciter la population aux économies volontaires pour tous les usages de l'eau.

Les communes, les intercommunalités et les EPCI (Etablissements public de coopération intercommunale) exerçant une compétence eau potable communiquent les restrictions à leurs administrés par tous les médias à leur disposition : journal, affichage lumineux, réseaux sociaux, etc. Les syndicats ou EPCI exerçant des compétences dans le domaine de la gestion de l'eau (GEMAPI, gestion quantitative et qualitative) et les

collectivités communiquent également sur les dispositions en vigueur et la nécessité d'économiser l'eau via leurs réseaux d'informations.

ARTICLE 4 : DURÉE DE VALIDITÉ

Les dispositions du présent arrêté sont valables au plus tard jusqu'au 15 septembre 2023. En cas d'amélioration suffisante de la situation un arrêté d'abrogation pourra être pris.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET PUBLICATION

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, affiché dans les Mairies concernées et dont un extrait sera publié dans la presse locale :

- ↪ le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de Cabinet, les Sous-Préfets des arrondissements de La Tour-du-Pin et de Vienne ;
- ↪ les Maires des Communes concernées du Département de l'Isère;
- ↪ le Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Isère ;
- ↪ la Directrice Départementale de la Sécurité Publique ;
- ↪ le Directeur Départemental des Territoires ;
- ↪ le Directeur Départemental de la Protection des Populations ;
- ↪ le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- ↪ le Délégué Départemental de l'Agence Régionale de Santé ;

Une copie sera adressée à

- ↪ Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse
- ↪ Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours

Grenoble, le **04 AOUT 2023**

le Préfet

Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent SARRIEN

Service Environnement

Gestion de la ressource en eau – Arrêté-cadre Sécheresse

Annexe 1 : MESURES DE GESTION ADAPTÉES À LA SITUATION DE LA RESSOURCE EN EAU

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures de portée générale	Communication	<ul style="list-style-type: none"> - Déclenchement des mesures de sensibilisation et d'information du public. <ul style="list-style-type: none"> - Incitation aux économies volontaires pour tous les usages de l'eau. - Information par les communes, les intercommunalités et les EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) exerçant, ou non, la compétence eau potable des restrictions à leurs administrés (<i>Journal, affichage lumineux, réseaux sociaux...</i>) <ul style="list-style-type: none"> - Information sur le site de la préfecture : https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eau/Secheresse 							
		Activation	<ul style="list-style-type: none"> - Envoi de flyers et articles explicatifs à communiquer à travers tous les biais (journal, site web, réseaux sociaux...) - Information sur le site de la préfecture : https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eau/Secheresse/Outils-de-Communication2 				x	x	x
	Comité Départemental de l'Eau	Réunions périodiques en fonction de l'état de la ressource							
	ONDE	Relevé mensuel pour l'analyse de l'état de la ressource mensuelle							
	Prélèvements soumis à autorisation	Mise en place d'un relevé mensuel de suivi des volumes prélevés par point de prélèvement, consignés dans un registre mis à disposition du service police de l'eau de la DDT 38 sur demande ou lors d'un contrôle par un autre service de police.					x	x	x

I – MESURES DE RESTRICTION GÉNÉRALES

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Usage sanitaire de l'eau potable	Cet usage prioritaire n'est pas soumis à restriction. Il est toutefois vivement conseillé d'adapter la consommation de la ressource en favorisant les solutions économes et évitant tout gaspillage.	Interdit de 11h à 18h	Interdit de 9h à 20h	Interdit		x	x	x	
		Interdit de 11h à 18h	Interdit	Interdit					
	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Interdit de 11h à 18h	Interdit de 9h à 20h	Interdit	Les nouveaux prélèvements autorisés dans le cadre d'une autre rubrique de cet arrêté.	x	x	x	
		Se référer aux restrictions sur les différents usages non-économiques réglementés dans le présent arrêté				x	x	x	
Mesures relatives aux prélèvements et rejets en cours d'eau	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Interdit			- Rejets légalement autorisés - Autres rejets : une analyse de risque est réalisée par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien ou du report des rejets susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques. Elle est envoyée en amont des opérations pour validation au service police de l'eau de la DDT en charge de la sécheresse (ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)	x	x	x	x
	Prélèvement d'eau domestique* en milieu souterrain existant	Interdit							
	Prélèvement d'eau domestique* en milieu superficiel existant	Interdit							
	Prélèvement d'eau domestique* dans un canal existant	Interdit de 11h à 18h	Interdit de 9h à 20h	Interdit					
	Prélèvement d'eau domestique* en réseau d'eau potable	Interdit							
	Tout nouveau prélèvement	Interdit							
	Rejets directs en cours d'eau	Interdit							

		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives aux prélèvements pour l'alimentation des plans d'eau et vidanges	Manœuvres d'ouvrages hydrauliques		Interdit			Autorisation exceptionnelle sur demande au service de la DDT 38 en charge de la sécheresse liée : - à la délivrance d'eau pour les besoins de la biodiversité ; - à la sécurité de l'ouvrage ; - au respect de la côte légale de la retenue (non dépassement) ; - à la protection contre les inondations ; - à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont.	X	X	X	X
	Alimentation d'étangs ou de réserves installés sur des cours d'eau ou des sources		Le débit naturel entrant doit être intégralement restitué à l'aval de la retenue.				X	X	X	X
	Alimentation en dérivation des plans d'eau et étangs dont ceux ayant un usage collectif de baignade		Débit dérivé doit être réduit de moitié par rapport au débit dérivé autorisé	Interdit, sauf dérogation ARS pour renouvellement				X	X	X
	Remplissage ou maintien du niveau des plans d'eau de loisir à usage personnel		Interdit				X	X		
Mesures relatives aux travaux en rivière	Vidange des plans d'eau	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques : une analyse de risque est réalisée par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien ou du report des travaux susceptible d'avoir un impact sur les milieux aquatiques. Elle est envoyée en amont des travaux au service police de l'eau de la DDT en charge de la sécheresse (ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)	Interdit	Interdit		X	X	X	X
	Travaux prévisibles entraînant un rejet direct d'eaux polluées		Interdit	Interdit pour les travaux non autorisés	Interdit pour les travaux non autorisés		X	X		X
Mesures relatives aux travaux en rivière	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Travaux autorisés au titre de la loi sur l'eau : une analyse de risque est transmise par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien des travaux susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques en amont des travaux a la DDT(ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et à l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)	Travaux autorisés au titre de la loi sur l'eau : une analyse de risque est transmise par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien des travaux susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques en amont des travaux pour validation à la DDT(ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et à l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)					
	Travaux dans le lit du cours d'eau			Travaux autorisés au titre de la loi sur l'eau : une analyse de risque est transmise par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien des travaux susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques en amont des travaux a la DDT(ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et à l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)	Travaux autorisés au titre de la loi sur l'eau : une analyse de risque est transmise par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien des travaux susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques en amont des travaux pour validation à la DDT(ddt-se-pec@isere.gouv.fr) et à l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)	Sauf en cas de : -assec total -raisons de sécurité -restauration ou renaturation du cours d'eau	X	X	X	X

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A	
Mesures relatives aux usages de l'eau d'agrément et non-prioritaire	Vidange et remplissage des piscines et autres structures de volume > 1m ³ à usage familial	Interdiction sauf 1 ^{re} mise en eau, de 23 h à 7 h, si le chantier avait débuté avant les premières restrictions	Interdiction sauf 1 ^{re} mise en eau, de 23 h à 7 h, si le chantier avait débuté avant les premières restrictions	Interdit		x				
	Remise à niveau des piscines et autres structures de volume > 1m ³ à usage familial	Interdit de 7 h à 23 h, période de concurrence avec les besoins sanitaires en eau potable	Interdit de 7 h à 23 h, période de concurrence avec les besoins sanitaires en eau potable	Interdit		x				
Mesures relatives aux usages de l'eau d'agrément et non-prioritaire	Piscines et autres structures de volume > 1m ³ privés ou publics à usage collectif	Autorisé	Interdiction de remplissage sauf en cas de 1 ^{er} remplissage si et seulement si le chantier avait débuté avant le déclenchement des premières restrictions. Le remplissage et la vidange sont autorisés pour motif sanitaire ou technique.	La vidange et le remplissage partiels sont autorisés pour motif sanitaire (excès en produits chimiques stabilisant, chlore, chloramines) et élimination de matières fécales et vomissures, cf. « guide pratique sur l'autosurveillance des piscines » de l'ARS). Cette manœuvre devra être menée de sorte à consommer le moins d'eau possible permettant la dilution.			x			
		Interdit	Interdit à titre privé à domicile			x	x	x		
	Lavage des véhicules (motorisés ou non) chez des particuliers	Sensibilisation aux règles de bon usage de bon usage d'économies d'eau	Autorisé	Autorisé		- le lavage des organes des véhicules ayant une obligation réglementaire (sanitaires ou alimentaires) ou technique (ex. bétonnière)	x	x	x	x
		Les stations professionnelles doivent afficher de manière explicite les usages autorisés dans la colonne « exceptions »	Autorisé	Programme lustrage interdit. Autres programmes autorisés	Interdit	- le lavage des organes liés à la sécurité (ex. pare-brise).	x	x	x	x
Lavage des voiries	Portiques	Sauf si équipé de recyclage à hauteur de 70 % minimum ou programmé ECO sur ouverture partielle	Interdit	Interdit	Impératif sanitaire ou sécuritaire (cf. Annexe 6) et utilisation de balayuse-laveuse automatique	x	x	x	x	
	Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel.	Interdit	Interdit sauf si impératif sanitaire ou sécuritaire et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel	Fournir les justificatifs et volumes utilisés en cas de contrôle.	x	x	x	x	
Fonctionnement des fontaines publiques et privées	Sensibilisation aux règles de bon usage de bon usage d'économies d'eau	L'alimentation des fontaines en circuit ouvert est interdite dans la mesure où cela est techniquement possible.	Les prélèvements domestiques non-sanitaires sont interdits dans les fontaines/lavoirs	Fontaines et lavoirs dont le fonctionnement est un enjeu pour la biodiversité locale. (Annexe 6)		x	x	x	x	

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
		Interdit sauf ceux à eau recyclée ou raison de santé publique (dont l'activation du niveau 3 du plan canicule)				x		x	

Jeux d'eau

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives à la défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.)	Contrôle technique des points d'eau incendie (P.E.I.)	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Interdit sauf nécessité liée à la sécurité publique		La nécessité liée à la sécurité publique doit faire l'objet d'un planning mensuellement auprès de la DDT service police de l'eau en charge du suivi de la sécheresse			x	
	Autres usages des poteaux incendies	Interdit			Défense incendie	x	x	x	x
	Information	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Il appartient à l'autorité de police de la D.E.C.I. de signaler auprès du S.D.I.S. les P.E.I. indisponibles et les mesures compensatoires prises, en suivant la procédure mentionnée dans la fiche "formulaire d'information sur la perturbation de la DECI" disponible sur le portail www.sdis38.fr (démarches et services). Le même formulaire doit être utilisé pour signaler les remises en service.						

		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives à l'arrosage et à l'entretien des végétaux	Végétaux publics ou privés (pelouses, ronds-points, massifs floraux et ornementaux, plantes en pot/jardinière, arbres d'ornement et haies, toitures végétalisées, cimetières...)	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Interdit de 11h à 18h	Interdit	Interdit	- De 6h à 9h, arrosage localisé des arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de trois ans - Plants culturels patrimoniaux, plantations expérimentales, et espaces classés sous déroq. canicules soumis à conditions particulières (cf. Annexe 6) -Espaces verts publics à enjeu de rafraichissement en période de canicule gérés par une collectivité publique.(cf. Annexe 6)	x	x	x	x
	Jardins et parcs ouverts au public appartenant aux collectivités territoriales (sauf pelouses, massifs fleuris et plantes en pot/jardinière)			Interdit de 7h à 23h						
Mesures relatives à l'arrosage et à l'entretien des terrains d'activités sportives ou motorisées	Jardins potagers	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Interdit de 8h à 20h Réduction des volumes de 25 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'arrosage	Interdit de 9h à 20h	Autorisé avec un arrosage réduit à 350 m3/semaine maximum par franche de 9 trous (entre 20h et 8h), sauf en cas d'avis défavorable du gestionnaire de l'eau potable. Réduction des volumes d'au moins 80 %		x	x	x	
	Hors green et départs			Interdit						
	Golfs			Autorisé avec un arrosage réduit au strict nécessaire de 20h à 8h, sauf en cas d'avis défavorable du gestionnaire de l'eau potable. Réduction des volumes d'au moins 60 %						
	Greens			Interdit						
	Départs			Interdit						
Stades et terrains de sport	Interdit de 11h à 18h	Interdit	Terrain d'entraînement ou de compétition professionnel (ou semi-professionnel) avec arrosage réduit au maximum et interdit entre 9 h et 20 h, sauf en cas d'avis défavorable du gestionnaire d'eau potable (conditions en annexe 6)							
Manèges et Carrères équestres	Interdit sauf impératif sanitaire pour les chevaux et limité à un seul parc ombragé avec arrosage limité au strict nécessaire	Interdit	Interdit	Interdit			x	x		
Circuits d'activités motorisées										

II – MESURES DE RESTRICTION CONCERNANT LES USAGES ÉCONOMIQUES TELS QUE DÉFINIS À L'ARTICLE 3

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives aux gestionnaires de réseau d'eau potable	Généralités	Les niveaux de l'eau des nappes (cas des forages ou puits) ou le débit des captages (cas des ressources gravitaires) doivent faire l'objet d'un suivi hebdomadaire par les services gestionnaires. Ces informations sont transmises mensuellement avant le 30 de chaque mois au Préfet de l'Isère (DDT, en charge de la police de l'eau et des milieux aquatiques), accompagnées d'un état récapitulatif des difficultés rencontrées ou prévisibles en matière d'AEP. Dans la mesure où le niveau des ressources utilisées ferait craindre un risque de déficit, le gestionnaire du réseau doit impérativement transmettre toutes les informations recueillies aux Maires des communes concernées, - à l'Agence Régionale de Santé (ARS38), - à l'autorité chargée du pouvoir de police de la D.E.C.I. (maire ou président d'E.P.C.I. si transfert), au service public de la D.E.C.I. (commune ou E.P.C.I. si transfert), - au S.D.I.S (service prévision). Les maires sont invités à adopter par arrêté municipal des restrictions sur les usages non prioritaires.							
	Lavage des réservoirs AEP	Autorisé	Le gestionnaire des réservoirs AEP doit fournir une analyse de risque pour justifier du maintien ou du report du lavage susceptible d'avoir un impact sur la disponibilité de la ressource en eau auprès de la DDT service police de l'eau en charge du suivi de la sécheresse	Interdit	Dérogation sanitaire délivrée par le Préfet : une analyse de risque est réalisée et transmise par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien ou du report du lavage susceptible d'avoir un impact sur la disponibilité de la ressource en eau.		x	x	
Mesures de limitations des prélèvements en cours d'eau par des canaux et des usages de l'eau associés	Gestionnaire du canal	Transmission à la DDT service police de l'eau en charge du suivi de la sécheresse des règles d'accès à l'eau pour les adhérents de la structure collective permettant de respecter la réduction de l'alimentation du canal. Application des restrictions des usages réglementés dans le présent arrêté.							
	Alimentation du canal	Diminution globale de 25% à appliquer au niveau du débit de dérivation de la ressource	Diminution globale de 50% à appliquer au niveau du débit de dérivation de la ressource	Diminution globale de 64% à appliquer au niveau du débit de dérivation de la ressource			x	x	x
	Prélèvement dans le canal pour un usage économique	Interdit de 11h à 17h	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 7h à 22h30			x	x	x

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives aux prélèvements d'eau à usage économique agricole	Généralités	Les restrictions suivantes s'entendent pour des volumes identifiés par des calendriers de tours d'eau. Les tours d'eau correspondants sont précisés dans les notifications annuelles d'autorisation de prélèvements. Rappel réglementaire (arrêté du 19/12/2011) : tenue d'un registre de prélèvement mensuel à disposition des services de contrôles							x
	Gestionnaires des réseaux d'irrigation collective	Transmission à l'OUGC des règles d'accès à l'eau pour les adhérents de la structure collective permettant de respecter la réduction débitmétrique lorsque l'exception est sollicitée.						x	x
	Abreuvement des animaux	Pas de limitation (sauf arrêté spécifique)					x	x	x
	Irrigation des cultures non-spécialisées à partir de prélèvements dans le milieu superficiel		Diminution globale de 7 plages horaires	Diminution globale de 14 plages horaires	Interdiction de prélèvements et retrait des dispositifs de prélèvement des eaux superficielles ou déconnexion du réseau d'irrigation				x
	Irrigation des cultures non-spécialisées dans les canaux		Diminution globale de 7 plages horaires	Diminution globale de 14 plages horaires	Diminution globale de 18 plages horaires				x
	Irrigation des cultures non-spécialisées dans les zones d'alerte spécifiques (milieu souterrain et grands cours d'eau)		Diminution globale de 7 plages horaires	Diminution globale de 14 plages horaires	Diminution globale de 18 plages horaires				x
	Irrigation des cultures non-spécialisées par système économe validé par l'OUGC (ex. goutte à goutte, micro-aspersion, pivot...) et équipé d'un outil de pilotage de l'irrigation ou de bilan hydrique	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Autorisé	Diminution globale de 7 plages horaires	Diminution globale de 14 plages horaires				x
	Irrigation des cultures spécialisées : Maraîchage (dont légumes de plein champ), pépinières/horticulture, plantes en pot, cultures hors-sol, gazon en plaques et petits fruits		Autorisé	Autorisé	Diminution globale de 14 plages horaires				x
	Prélèvements pour l'irrigation assimilés domestiques* déclarés à l'OUGC	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau							x
	Prélèvement hors irrigation (lavage des fruits, légumes et noix, antigel...) déclaré à l'OUGC	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Autorisé	Autorisé de 9h à 18h	Autorisé de 9h à 12h et de 14h à 17h sauf en cas d'avis défavorable du gestionnaire d'eau potable				x

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A
Mesures relatives aux industriels, commerçants et artisans dans le cadre de leur usage économique de l'eau	Prélèvements d'eau à usage commercial, industriel ou artisanal : -<1000m3 dans le milieu ou -<1000m3 dans le milieu et -<7000m3 en comptabilisant le réseau AEP	Autorisé	Autorisé				x	x	
	Prélèvements d'eau pour les process ICPE disposant dans leur autorisation ICPE de mesures spécifiques sécheresse		Application des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse de l'autorisation						
	Prélèvements d'eau pour les process ICPE dont le besoin en eau pour les process a déjà été réduit au minimum		Autorisé par application du plan de sobriété hydrique (PSH)						
	Prélèvements d'eau pour les process non-ICPE dont le besoin en eau pour les process a déjà été réduit au minimum	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	Autorisé par transmission d'un plan d'économie d'eau au service police de l'eau de la DDT en charge de la sécheresse (ddt-se-pec@isere.gouv.fr)					x	
	Prélèvements d'eau pour les process ICPE dans les autres cas		Diminution globale de 25 % par rapport à la consommation nette moyenne hebdomadaire hors sécheresse	Diminution globale de 50 % par rapport à la consommation nette moyenne hebdomadaire hors sécheresse	Interdit				
Autres prélèvements à usage commercial, industriel ou artisanal		Diminution globale de 25 % par rapport à la consommation nette moyenne hebdomadaire hors sécheresse	Diminution globale de 50 % par rapport à la consommation nette moyenne hebdomadaire hors sécheresse	Interdit			x	x	

-prélèvements liés à la santé, salubrité, sécurité civile, alimentation en eau potable

- le maintien du bien-être animal, dont l'abreuvement

- pour les usages non économiques, se reporter aux mesures tous usages.

- Arrosage des poussières en phase chantier

	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Exceptions	P	E	C	A	
Mesures relatives à l'usage économique de production d'hydroélectricité	Généralités	<p>Pour les installations hydroélectriques, sont autorisées les manoeuvres d'ouvrages nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'équilibre du réseau électrique - ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques - ou à l'exploitation normale des aménagements en lien avec leur fonctionnement automatique (démarriage et arrêt de groupe de production, régulation de cote, débit d'alerte, entretien automatisé des prises d'eau, ...) <p>Pour la protection de la biodiversité, les manoeuvres manuelles d'exploitation (exemple : chasses, essais de sûreté) susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques (par exemple le relargage de MES), font l'objet d'une analyse de risques pour justifier de leur réalisation ou de leur report. Tout report ne doit pas interférer avec l'équilibre du système électrique, la garantie d'approvisionnement en électricité, ni remettre en cause la sûreté de l'ouvrage. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.</p>	<p>Pour les installations hydroélectriques, sont autorisées les manoeuvres d'ouvrages nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'équilibre du réseau électrique - ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques - ou à l'exploitation normale des aménagements en lien avec leur fonctionnement automatique (démarriage et arrêt de groupe de production, régulation de cote, débit d'alerte, entretien automatisé des prises d'eau, ...) 	<p>Pour la protection de la biodiversité, les manoeuvres manuelles d'exploitation (exemple : chasses, essais de sûreté) susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques (par exemple le relargage de MES), font l'objet d'une analyse de risques pour justifier de leur réalisation ou de leur report. Tout report ne doit pas interférer avec l'équilibre du système électrique, la garantie d'approvisionnement en électricité, ni remettre en cause la sûreté de l'ouvrage. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.</p>						
	<i>Installations de production d'électricité hydraulique de plus de 4500 KW (concession)</i>	Sensibilisation aux règles de bon usage d'économies d'eau	<p>Cette analyse de risques est communiquée à la DREAL pour validation après avis de la DDT sollicitée par la DREAL.</p> <p>La date des manoeuvres est communiquée si possible 10 jours en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr).</p> <p>Les analyses de risque des manoeuvres non programmables pourront faire l'objet d'un échange contradictoire anticipé.</p>	<p>Cette analyse de risques est communiquée à la DREAL pour validation après avis de la DDT sollicitée par la DREAL.</p> <p>La date des manoeuvres est communiquée si possible 10 jours en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr).</p> <p>Les analyses de risque des manoeuvres non programmables pourront faire l'objet d'un échange contradictoire anticipé.</p>	<p>Cette analyse de risques est communiquée à la DREAL pour validation après avis de l'OFB.</p> <p>La date des manoeuvres est communiquée si possible 10 jours en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr).</p> <p>Les analyses de risque des manoeuvres non programmables pourront faire l'objet d'un échange contradictoire anticipé.</p>					
	<i>Travaux en cours d'eau</i>		<p>Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques : une analyse de risque est réalisée par le maître d'ouvrage pour justifier du maintien ou du report des travaux susceptible d'avoir un impact sur les milieux aquatiques. Elle est tenue à la disposition de la DDT / DREAL et la date des travaux communiquée en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)</p>	<p>Report des travaux sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - situation d'assec total - pour des raisons de sécurité <p>- dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau</p> <p>- travaux ayant fait l'objet d'une déclaration à la DREAL ou à la DDT (travaux programmés)</p> <p>La liste des travaux programmés par un maître d'ouvrage, y compris ceux de restauration, renaturation des cours d'eau, et susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques, est communiquée à la DDT / DREAL, accompagnée d'une analyse de risques justifiant le maintien ou le report des travaux. La DDT / DREAL valide avant la date de début des travaux. Les travaux déjà engagés sont intégrés dans cette liste sans être suspendus et la date des travaux communiquée en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)</p>	<p>Report des travaux sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> - situation d'assec total - pour des raisons de sécurité <p>- dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau</p> <p>- travaux ayant fait l'objet d'une déclaration à la DREAL ou à la DDT (travaux programmés)</p> <p>La liste des travaux programmés par un maître d'ouvrage, y compris ceux de restauration, renaturation des cours d'eau, et susceptibles d'avoir un impact sur les milieux aquatiques, est communiquée à la DDT / DREAL, accompagnée d'une analyse de risques justifiant le maintien ou le report des travaux. La DDT / DREAL valide avant la date de début des travaux. Les travaux déjà engagés sont intégrés dans cette liste sans être suspendus et la date des travaux communiquée en amont au service départemental de l'OFB (sd38@ofb.gouv.fr)</p>					

Défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.)

Le C.G.C.T. fixe le cadre général de la D.E.C.I. (articles L. 2213-32, L. 2225-1, L. 2225-2, L. 5211-9-2, L. 5217-2, L. 5217-3, R. 2225-1 à R. 2225-10). Conformément à ces dispositions, la D.E.C.I. est régie par le règlement départemental (R.D.D.E.C.I.), approuvé par arrêté préfectoral n° 38-2016-12-02-013 du 2 décembre 2016.

Les dispositions en matière de D.E.C.I. distinguent :

- la police administrative spéciale de la D.E.C.I. qui revient au maire (ou au président de l'E.P.C.I. à fiscalité propre si transfert). Elle consiste en particulier, à fixer par arrêté la D.E.C.I. communale (ou intercommunale) ; décider de la mise en place et arrêter le schéma communal (ou intercommunal) de la D.E.C.I. ; faire procéder aux contrôles techniques.

- le service public de la D.E.C.I. attribué à la commune (ou au président de l'E.P.C.I. si transfert). Il assure ou fait assurer la gestion matérielle de la D.E.C.I. Il porte principalement sur la création, la maintenance ou l'entretien, l'apposition de signalisation, le remplacement, l'organisation des contrôles techniques... des points d'eau incendie (P.E.I.).

L'ensemble de ces attributions revient de fait à "Grenoble Alpes Métropole" et à son président, concernant les communes de ladite métropole.

Rappels

Pouvoir de police du maire

Conformément à l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire peut, sur le territoire communal, prendre des mesures plus restrictives telles que l'arrêt ou la limitation de certains usages non prioritaires. Le cas échéant, les arrêtés municipaux devront être transmis au service police de l'eau de la DDT en charge de la gestion de sécheresse (ddt-se-pec@isere.gouv.fr).

Débit réservé dans les cours d'eau

En application de l'article L214-18 du code de l'environnement, tout prélèvement doit impérativement être interrompu dans un cours d'eau (ou dans sa nappe d'accompagnement) dès lors que le débit est inférieur ou voisin du débit minimal garantissant la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux. Ce débit ne peut être inférieur au dixième du débit moyen annuel du cours d'eau (Module).



Annexe 3. Zones d'alerte à considérer par commune
Pour les ressources superficielles et souterraines

Arrêté Préfectoral N°38-2023-07-10-00009

Commune	Zone d'alerte pour les ressources superficielles	Zone d'alerte pour les ressources souterraines	INSEE
Allemond	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38005
Allevard	Belledonne	Belledonne	38006
Ambel	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38008
Annoisin-Chatelans	Isle Crémieu	Isle Crémieu (spé sout.)	38010
Anthon	Bourbre	Bourbre	38011
Aoste	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38012
Apprieu	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38013
Arandon-Passins	Isle Crémieu	Isle Crémieu (sout. et spé sout.)	38297
Artas	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38015
Assieu	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38017
Auberives-en-Royans	Vercors	Terrasses de l'Isère rive gauche	38018
Auberives-sur-Varèze	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38019
Auris	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38020
Autrans-Méaudre en Vercors	Vercors	Vercors	38225
Avignonet	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38023
Barraux	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38027
Beaufin	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38031
Beaulieu	Chambaran	Nappes de Chambaran	38033
Beauvoir-de-Marc	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38035
Beauvoir-en-Royans	Vercors	Terrasses de l'Isère rive gauche	38036
Belmont	Bourbre	Bourbre	38038
Bernin	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38039
Besse	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38040
Bessins	Chambaran	Nappes de Chambaran	38041
Bilieu	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38043
Biol	Bourbre	Bourbre	38044
Biviers	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38045
Blandin	Bourbre	Bourbre	38047
Bonnefamille	Bourbre	Bourbre (spé sout.)	38048
Bourgoin-Jallieu	Bourbre	Bourbre (sout. et spé sout.)	38053
Bouvesse-Quirieu	Isle Crémieu	Isle Crémieu (sout. et spé sout.)	38054
Brangues	Isle Crémieu	Isle Crémieu (sout. et spé sout.)	38055
Bresson	Agglomération Grenobloise	Agglomération Grenobloise	38057
Brié-et-Angonnes	Belledonne	Belledonne	38059
Burcin	Bourbre	Bourbre	38063
Cessieu	Bourbre	Bourbre	38064
Châbons	Bourbre	Bourbre	38065
Chalon	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38066
Chamagnieu	Bourbre	Bourbre (sout. et spé sout.)	38067
Champ-sur-Drac	Agglomération Grenobloise	Agglomération Grenobloise	38071
Champagnier	Agglomération Grenobloise	Agglomération Grenobloise	38068
Chamrousse	Belledonne	Belledonne	38567
Chantepérier	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38073
Chantesse	Chambaran	Nappes de Chambaran	38074
Chapareillan	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38075
Charancieu	Bourbre	Bourbre	38080
Charantonnay	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38081

Annexe 3 - AP N°38-2023-07-10-00009

Rochetoirin	Bourbre	Bourbre	38341
Roissard	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38342
Romagnieu	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38343
Roussillon	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38344
Rovon	Vercors	Terrasses de l'Isère rive gauche	38345
Royas	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38346
Roybon	Galaure-Drôme des Collines	Molasse Miocène Bas Dauphiné	38347
Ruy-Montceau	Bourbre	Bourbre	38348
Saint-Agnin-sur-Bion	Bourbre	Bourbre (spé sout.)	38351
Saint-Alban-de-Roche	Bourbre	Bourbre (spé sout.)	38352
Saint-Alban-du-Rhône	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées	38353
Saint-Albin-de-Vaulserre	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38354
Saint-Andéol	Vercors	Vercors	38355
Saint-André-en-Royans	Vercors	Vercors	38356
Saint-André-le-Gaz	Bourbre	Bourbre	38357
Saint-Appolinard	Chambaran	Nappes de Chambaran	38360
Saint-Arey	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38361
Saint-Aupre	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38362
Saint-Barthélemy-de-Séchilienne	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38364
Saint-Baudille-de-la-Tour	Isle Crémieu	Isle Crémieu (spé sout.)	38365
Saint-Baudille-et-Pipet	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38366
Saint-Blaise-du-Buis	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38368
Saint-Bonnet-de-Chavagne	Chambaran	Nappes de Chambaran	38370
Saint-Bueil	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38372
Saint-Cassien	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38373
Saint-Chef	Bourbre	Bourbre	38374
Saint-Christophe-en-Oisans	Oisans/Bonne	Oisans/Bonne	38375
Saint-Christophe-sur-Guiers	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38376
Saint-Clair-de-la-Tour	Bourbre	Bourbre	38377
Saint-Clair-du-Rhône	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées	38378
Saint-Clair-sur-Galaure	Galaure-Drôme des Collines	Molasse Miocène Bas Dauphiné	38379
Saint-Didier-de-la-Tour	Bourbre	Bourbre	38381
Saint-Égrève	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38382
Saint-Étienne-de-Crossey	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38383
Saint-Geoire-en-Valdaine	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38386
Saint-Georges-d'Espéranche	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38389
Saint-Georges-de-Commiers	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38388
Saint-Gervais	Vercors	Terrasses de l'Isère rive gauche	38390
Saint-Guillaume	Vercors	Vercors	38391
Saint-Hilaire-de-Brens	Bourbre	Bourbre (sout. et spé sout.)	38392
Saint-Hilaire-du-Rosier	Chambaran	Nappes de Chambaran	38394
Saint-Honoré	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38396
Saint-Ismier	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38397
Saint-Jean-d'Avelanne	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38398
Saint-Jean-d'Hérans	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38403
Saint-Jean-de-Bournay	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38399
Saint-Jean-de-Moirans	Paladru-Fure	Paladru-Fure	38400
Saint-Jean-de-Soudain	Bourbre	Bourbre	38401
Saint-Jean-de-Vaulx	Trièves/Matheysine	Trièves/Matheysine	38402
Saint-Jean-le-Vieux	Belledonne	Belledonne	38404
Saint-Joseph-de-Rivière	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38405
Saint-Julien-de-l'Herms	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38406
Saint-Just-Chaleyssin	Sanne-Varèze-4 Vallées	Sanne-Varèze-4 Vallées (spé sout.)	38408
Saint-Just-de-Claix	Vercors	Terrasses de l'Isère rive gauche	38409
Saint-Lattier	Chambaran	Nappes de Chambaran	38410
Saint-Laurent-du-Pont	Chartreuse-Guiers	Chartreuse-Guiers	38412